

07 JANVIER 2021

## **Bpifrance Le Lab présente la 72<sup>ème</sup> enquête de conjoncture auprès des PME : une étude d'ampleur sur l'impact économique lié à la crise sanitaire et aux mesures de soutien public**

Paris, le 07 janvier 2021 – La 72<sup>ème</sup> enquête de conjoncture, réalisée auprès de 5178 entreprises, permet d'appréhender l'ampleur du choc économique consécutif à la crise sanitaire en 2020, de mesurer le rôle d'amortisseur des mesures de soutien public, ainsi que d'évaluer l'état d'esprit des chefs d'entreprise à l'aube de 2021.

- En 2020, les restrictions liées aux mesures sanitaires et le choc d'activité historique qui en a découlé, ont eu pour conséquence une dégradation de la trésorerie des PME, ainsi qu'une correction des perspectives d'investissement et des effectifs.
- Par rapport au printemps, l'instauration du deuxième confinement, fin octobre, n'a toutefois pas accentué les anticipations de baisse d'activité des entreprises pour 2020. Au contraire, 18 % des dirigeants déclarent terminer l'année avec un impact neutre ou positif de la crise sur leur chiffre d'affaires.
- Le Prêt Garanti par l'État (PGE) reste encore en large partie mobilisable et constitue une ressource importante pour aborder la reprise : 62 % des PME bénéficiaires ne l'ont pas encore utilisé, ou à moins de la moitié du montant accordé.
- La deuxième vague épidémique a ralenti mais pas remis en cause la reprise économique ; les PME anticipant dans l'ensemble une reprise d'activité progressive. Les intentions d'embauche et d'investissement sont au plus haut depuis le printemps dernier.
- *A contrario*, les PME du Tourisme souffrent fortement du deuxième confinement et plus généralement des conséquences de la crise sanitaire.

Pour **Philippe Mutricy**, Directeur des études de Bpifrance, « *La part des entreprises déclarant faire face à des difficultés insurmontables n'est que de 3 % et plus de la moitié des PME jugent leur trésorerie suffisante pour faire face à la crise. Pour 2021, les perspectives d'embauche et d'investissement se redressent, signe que les PME gardent le cap. Sans surprise, les PME du Tourisme souffrent en revanche fortement des restrictions liées à la crise sanitaires.* »

### **1. En 2020, le chiffre d'affaires et l'investissement des PME ont été fortement affectés par les conséquences de la crise sanitaire.**

Le choc économique lié à la Covid-19 et aux mesures de restrictions sanitaires mises en place en réponse à l'épidémie s'avère d'une ampleur inédite. En moyenne, les chefs d'entreprise tablent sur un chiffre d'affaires en baisse de 13 % en 2020, un résultat un peu meilleur que celui résultant de l'interrogation du printemps (-15 %).



Le solde d'opinion relatif à l'évolution du chiffre d'affaires<sup>1</sup> fin 2020 enregistre une chute de 73 points sur un an et s'établit à -48, un niveau toutefois supérieur au plus bas historique enregistré en mai (-59).

Dans l'ensemble, l'instauration du deuxième confinement fin octobre n'a pas détérioré les anticipations des dirigeants sur l'activité de leur entreprise en 2020. Si 91 % des dirigeants anticipaient une perte d'activité au printemps en raison de la crise sanitaire, cette proportion atteint désormais 79 %, un résultat stable par rapport à octobre<sup>2</sup>, avant l'annonce du nouveau confinement. Cette révision de jugement au cours de l'année tient probablement à une meilleure visibilité sur leur activité, et prend en compte la forte reprise enregistrée au 3<sup>e</sup> trimestre. En outre, les entreprises ont été moins nombreuses à être concernées par le deuxième confinement, celui-ci ne concernant pas l'ensemble des secteurs d'activité.

L'investissement est également attendu en net repli en 2020. Face à la morosité et la forte incertitude qui caractérisent le contexte économique de 2020, 41 % des PME déclarent avoir investi ou prévoyaient de le faire en 2020, une proportion en baisse de 10 points par rapport à fin 2019. L'indicateur relatif à l'évolution des montants investis chute de 28 points en un an pour s'établir à -21. Pour les PME, les contraintes de débouchés demeurent le principal obstacle à l'investissement, alors que les contraintes de bilan (niveau de fonds propres, d'endettement) restent modérées malgré la crise.

Les PME du secteur du Tourisme sont logiquement les plus affectées, fortement pénalisées par les deux périodes de confinement. 95 % d'entre elles tablent sur une baisse de leur activité en 2020. En moyenne, les PME de ce secteur s'attendent à une contraction de leur chiffre d'affaires de 42 % sur l'ensemble de l'année 2020 (contre 35 % au printemps). Les PME franciliennes et de Provence-Alpes-Côte d'Azur, régions traditionnellement touristiques et/ou particulièrement touchées par l'épidémie, ont été davantage affectées que celles des autres territoires. Les PME exportatrices sont un peu plus pessimistes que leurs homologues non-exportatrices quant à l'évolution de leur chiffre d'affaires en 2020.

## **2. Les dispositifs de soutien public ont amorti l'impact sur les effectifs et la situation financière des PME**

En cohérence avec le net recul de l'activité, les dirigeants ont revu à la baisse leurs perspectives sur les effectifs. Le solde d'opinion sur l'évolution de l'emploi s'est replié de 26 points sur un an, pour s'établir à -7. La correction sur l'emploi s'avère toutefois bien moindre que celle sur l'activité, en lien notamment avec la mise en place du dispositif d'activité partielle, et reste également inférieure aux points bas atteints en 2009. La contraction de l'indicateur est de très loin la plus marquée dans le secteur du Tourisme (recul de 53 points en un an, à -46), secteur affichant la plus importante perte d'activité.

La situation de trésorerie des PME s'améliore depuis le printemps, même si elle reste encore loin de la normale, grâce à la mobilisation importante des nombreux dispositifs de soutien public. À -18, l'indicateur sur le jugement de la situation de trésorerie sur les 6 derniers mois gagne 7 points depuis juin mais reste 14 points inférieur à fin 2019. À -70, cet indicateur atteint en revanche son point bas dans le Tourisme.

Plus de la moitié des PME (53 %) jugent leur trésorerie suffisante pour affronter la crise, soit une nette amélioration par rapport au mois d'avril (30 %)<sup>3</sup>, et dans une moindre mesure par rapport à l'enquête semestrielle de juin (49 %). 37 % d'entre elles estiment que les difficultés rencontrées sont surmontables compte tenu des mesures de soutien sollicitées. Seules 3 % des PME jugent insurmontables les difficultés de trésorerie rencontrées. Ces résultats sont à mettre en regard d'une large mobilisation des dispositifs de soutien mis en place dès le début de la crise (chômage partiel, PGE, reports de charge...). Les PME semblent par ailleurs très bien informées et très peu d'entreprises déclarent ne pas connaître les différents dispositifs.

<sup>1</sup> Solde d'opinion : différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive et la proportion de répondants ayant exprimé une opinion négative.

<sup>2</sup> Cf ; [Baromètre Bpifrance Le Lab -Rexecode de novembre 2020](#)

<sup>3</sup> Cf ; [Baromètre Bpifrance Le Lab -Rexecode de mai 2020](#)



### **3. Le Prêt Garanti par l'état (PGE) reste encore en large partie mobilisable pour une majorité de PME bénéficiaires et constitue toujours à ce stade une ressource importante pour aborder la reprise**

Plus de la moitié des dirigeants ayant répondu à l'enquête (55 %) déclarent avoir fait une demande de PGE en 2020, qui a permis de maintenir des conditions de financement favorables et de pallier les besoins de trésorerie des PME.

Parmi les PME ayant souscrit à un PGE, 35 % déclarent l'avoir très peu ou pas du tout dépensé et 27 % moins de la moitié du montant accordé. Malgré la crise, le risque de crédit attaché au remboursement des PGE apparaît à ce stade relativement limité. La moitié des PME ayant sollicité ce dispositif envisage un remboursement au moins partiel en 2021, dont 20 % estiment pouvoir le rembourser « en totalité ». À l'opposé, 6 % des chefs d'entreprise sondés craignent de ne pas être en mesure de le rembourser.

### **4. Pour 2021, les résultats de l'enquête laissent attendre une reprise d'activité progressive, plus marquée concernant les embauches et l'investissement**

Le deuxième confinement a ralenti mais pas remis en cause les perspectives de reprise des PME, à l'image du solde d'opinion sur les carnets de commandes futures qui se redresse (-14 après -21 fin du premier semestre). L'horizon de retour à un niveau d'activité normal semble en revanche s'être allongé. Les dirigeants anticipant un retour difficile de l'activité de leur entreprise à un niveau normal restent majoritaires (61 % contre 53 % en juin). Par ailleurs, la majorité (60 %) des chefs d'entreprise entrevoient un retour à une activité au niveau pré-crise lors du second semestre 2021 ou après. De leurs côtés, les perspectives d'embauche et d'investissement continuent de s'améliorer depuis le printemps. Les annulations de projets d'embauche et d'investissement sont tombés à 15 % et 13 % en fin d'année contre 30 % et 28 % en avril. Là encore, la situation sectorielle reste contrastée, avec un tableau plus dégradé pour les PME des secteurs directement soumis aux restrictions.

### **5. La crise a poussé une partie des PME à s'adapter**

Malgré l'important climat d'incertitude, à l'origine d'une nette contraction de l'investissement des entreprises en 2020, 53 % des entreprises déclarent avoir accéléré ou maintenu leur stratégie de transformation numérique en réponse à la crise de la Covid-19. Seule une très faible part des entreprises (2 %) déclarent avoir annulé ou reporté leurs projets de digitalisation en 2020.

**Retrouvez l'enquête complète ainsi que les analyses sectorielles et régionales sur :**  
<https://lelab.bpifrance.fr/enquetes/72eme-enquete-de-conjoncture>

#### **Condition de réalisation de l'enquête**

La 72<sup>e</sup> enquête semestrielle de conjoncture de Bpifrance Le Lab a été réalisée par interrogation de 39 127 entreprises de 1 à 250 salariés entre le 26 octobre et le 2 décembre 2020, par voie postale ou numérique. L'analyse s'appuie sur un échantillon de 5178 réponses reçues avant le 2 décembre. En plus des questions récurrentes, plusieurs questions liées spécifiquement à la crise de la Covid-19 ont été posées à l'ensemble de l'échantillon. Parmi celles-ci, deux questions relatives à la stratégie de transformation numérique des entreprises ont été exclusivement posées aux PME faisant partie d'un panel numérique (2508 réponses à ces deux questions ont été analysées). Les réponses aux questions supplémentaires relatives à l'impact de la crise de la Covid-19 ont été redressées par taille et secteur d'activité.

#### **Contacts presse :**

##### **Nathalie Police**

Tél. : 01 41 79 95 26  
[nathalie.police@bpifrance.fr](mailto:nathalie.police@bpifrance.fr)

##### **Sarah Madani**

Tél. : 01 42 47 96 89  
[sarah.madani@bpifrance.fr](mailto:sarah.madani@bpifrance.fr)

**À propos de Bpifrance Le Lab :**

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise. Le Lab est un « déroutteur » d'idées reçues pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprise, de la start-up à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprise dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un Conseil d'orientation composé de 19 personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Suivez nous sur Twitter : @BpifranceLeLab - @bpifrance - @BpifrancePresse – [www.bpifrance-lelab.fr](http://www.bpifrance-lelab.fr) – [www.bpifrance.fr](http://www.bpifrance.fr)